

DOCUMENTS DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE EN FRANCE (1979-1990)

Dans la lutte contre le révisionnisme moderne — sous quelque couleur qu'il se présente — il nous a paru essentiel de faire connaître le travail des camarades ayant publié *L'Émancipation* et *La voie du socialisme*. Ces excellentes publications constituent une défense conséquente du marxisme-léninisme — de la révolution socialiste et de l'internationalisme prolétarien — et fournissent une arme acérée au communistes d'aujourd'hui pour démasquer la bourgeoisie française et ses alliés révisionnistes.

Sommaires détaillés

[L'Émancipation \(revue\) — N^{os} 1 à 8 \(1979-1983\)](#)

[La voie du socialisme \(journal\) — N^{os} 1 à 12 \(1984-1986\)](#)

[La voie du socialisme \(revue\) — N^{os} 1 à 4 \(1987-1990\)](#)

Extraits :

[L'Émancipation \(revue\) — N^{os} 1 à 8 \(1979-1983\)](#)

[La voie du socialisme \(journal\) — N^{os} 1 à 12 \(1984-1986\)](#)

[La voie du socialisme \(revue\) — N^{os} 1 à 4 \(1987-1990\)](#)

Télécharger :

[L'Émancipation \(revue\) — N^{os} 1 à 8 \(1979-1983\)](#)

[La voie du socialisme \(journal\) — N^{os} 1 à 12 \(1984-1986\)](#)

« Il y a trente ans, le 1^{er} novembre 1954, le Front de Libération Nationale algérien déclenchait l'insurrection pour mettre fin à la domination coloniale française qui durait depuis plus d'un siècle. Huit ans plus tard, au prix d'une lutte acharnée, de sacrifices inouïs et du sang versé, l'Algérie conquérait son indépendance. Durant cette période, comme en Indochine quelques années auparavant, mais avec sans doute encore plus de hargne et de brutalité, l'impérialisme français allait montrer sa vraie nature. Sous les traits de la République bourgeoise parlementaire se révéla l'exploiteur barbare et raciste, prêt à massacrer des centaines de milliers de personnes pour imposer sa domination et sauvegarder son système de pillage et d'arriération. En outre, ce fut la gauche française unie qui eut le sinistre privilège de déclencher la guerre coloniale, révélant l'âme profonde de sa politique au service de la France impérialiste, sa nature première de serviteur de la bourgeoisie capitaliste. (...) L'attitude de la SFIO et aussi du PCF durant la guerre d'Algérie (voir les articles qui suivent) illustre parfaitement leur accord et leur ralliement à la bourgeoisie impérialiste qui, en l'occurrence, dans ces circonstances exceptionnelles, a su habilement les utiliser pour ses basses oeuvres et obtenir, en métropole, la paix civile que nécessitait l'aventure militaire algérienne. L'attitude chauvine du PCF, qui remonte pratiquement à sa création et qui plonge ses racines aux origines mêmes du mouvement ouvrier français, est le signe que ce parti n'a jamais vraiment rompu avec l'opportunisme social-démocrate —, c'est le révélateur que, depuis toujours, l'esprit de conciliation avec la république bourgeoise impérialiste gangrène ce parti. Lénine a fortement insisté sur ce point : le prolétariat des nations oppressives doit impérativement être éduqué dans l'esprit de l'internationalisme, il doit impérativement comprendre qu'il ne saurait se libérer des chaînes de l'exploitation capitaliste s'il tolère les rapports d'oppression entre son pays et les nations opprimées. » (Mouvement ouvrier et indépendance nationale, *La voie du socialisme*, n°12, édition numérique, p. 55.)

Repères chronologiques : Le 12/03/1956, l'Assemblée nationale vote les "pouvoirs spéciaux", donnant au gouvernement 'socialiste' de Guy Mollet

La voie du socialisme (revue) — N^{os} 1 à 4 (1987-1990)

carte blanche à la répression coloniale en Algérie. Les députés du P'C'F votent pour. — Le 27/03/1956 paraît le premier article de Maurice Thorez sur le XXe Congrès du PCUS. Thorez justifie le vote des pouvoirs spéciaux en Algérie. Il critique Staline dans la ligne du XXe Congrès.

Sommaires détaillés :

L'EMANCIPATION

N°1 (1979) : Présentation (p. 2) — La démarcation actuelle entre marxisme-léninisme et opportunisme (p. 3) — F. Engels : "Les communistes et Karl Heinzen" (p. 26)

N°2 (1981) : Mitterrand élu : les buts immédiats de la bourgeoisie (p. 35) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (1) (p. 40) — Emploi et chômage en France (p. 46) — Quelques leçons des événements d'Iran et de Pologne (p. 58) — A propos de la répression anti-albanaise au Kosovo (p. 62)

N°3 (1981) : Déclaration du groupe l'Emancipation - Juillet 1981 (p. 63) — Les marxistes-léninistes et la nouvelle situation politique (p. 65) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (2) (p. 74) — Nouvel essor de l'édification socialiste dans les campagnes albanaises (p. 87) — Bref historique du développement de l'agriculture socialiste en URSS (p. 92)

N°4 (1981) : L'autocritique des révisionnistes ou : encore un effort pour en finir avec le marxisme-léninisme (p. 95) — L'évolution du programme économique du PCF (1) (p. 109) — Quand la démocratie est perfectionnée à l'aide des pleins pouvoirs (p. 116) — La planification socialiste en Albanie (p. 118)

N°5 (1982) : Après le Congrès pro-soviétique du PCF (p. 125) — L'évolution du programme économique du PCF (2) (p. 128) — La Pologne, Yalta : la bourgeoisie réécrit l'histoire (p. 137) — En lisant le rapport présenté par Enver Hoxha au VIII^e Congrès du PTA (p. 145)

N°6 (1982) : Malouines, Liban : deux agressions, un même visage (p. 154) — Les socio-démocrates et les monopoles capitalistes : continuité et ruptures (p. 156) — Attaques contre les salaires (p. 171)

N°7 (1982) : Bas les pattes devant l'Albanie ! (p. 173) — A propos de l'internationalisme prolétarien (p. 179) — "Crise du marxisme" et révisionnisme (3) (p. 184) — La lutte du peuple palestinien est invincible (p. 189) — Documents : l'Internationale Communiste et la Palestine (p. 196)

N°8 (1983) : Les marxistes-léninistes et les élections (p. 199) — Le PCF au gouvernement (p. 206) — A propos du livre d'Enver Hoxha : « Les Titistes » (p. 212)

LA VOIE DU SOCIALISME

ORGANE POUR L'EDIFICATION DU MOUVEMENT COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE

N°1 (1984) : Vers l'édification du mouvement marxiste-léniniste. (p. 2) — Lois Auroux : vers la "trêve des classes" ? (p. 6) — Le marxisme et les réformes. (p. 8) — Les deux réformismes du PCF. (p. 10) — Un gouvernement de régression sociale. (p. 16) — Myslim Peza, un combattant légendaire du peuple albanais. (p. 18)

N°2 (1984) : Les nécessités de la lutte. (p. 20) — Quel avenir pour les producteurs de lait ? (p. 23) — Plan acier et crise capitaliste. (p. 29) — Il y a 40 ans : les 23. (p. 34) — Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS. (p. 36)

N°3 (1984) : La classe ouvrière et le pouvoir. (p. 39) — Les immigrés face au capitalisme. (p. 42) — Ce que cache la réduction de la durée du travail. (p. 45) — Il y a 150 ans la révolte des canuts. (p. 49)

N°4 (1984) : Le nouveau plan du PCF. (p. 50) — Le révisionnisme et la décadence du syndicalisme ouvrier. (p. 52) — Mouvement ouvrier et indépendance nationale. (p. 55) — Le PCF contre l'indépendance algérienne. (p. 57) — Le PCF vote les pouvoirs spéciaux. (p. 61) — Le mouvement patriotique en Guadeloupe. (p. 65) — Pour comprendre les événements de Pologne. (p. 68)

N°5 (1984) : Albanie : le pays libre des hommes libres. (p. 71) — Contre l'impérialisme aux côtés des peuples. (p. 77) — Vaines manoeuvres contre l'Albanie. (p. 81) — Immigrés : non aux discriminations. (p. 85) — Qui pousse les chômeurs à la misère ? (p. 87) — Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand. (p. 89)

N°6-7-8 (1985) : Les conditions de notre lutte. (p. 92) — Enver Hoxha. (p. 98) — Discours de Ramiz Alia aux funérailles d'Enver Hoxha. (p. 107) — Ce qui se trame au nom de la flexibilité. (p. 112) — Le PCF et la démocratie bourgeoise. (p. 120)

N°9 (1985) : Le faux emploi des jeunes. (p. 124) — Droit de vote pour les immigrés. (p. 127)

N°10 (1985) : La visite de J.-M. Baylet en Albanie. (p. 129) — Dissuasion et indépendance nationale. (p. 131) — Nouvelle-Calédonie : l'indépendance, un droit inaliénable. (p. 135)

N°11 (1985) : Questions de programme. (p. 137) — Herzog ressuscite Proudhon. (p. 139) — Le "parti des travailleurs". (p. 141) — Pour l'unité contre les groupes. (p. 143)

N°12 (1986) : La fin d'une époque. (p. 146) — Afrique : le domaine réservé. (p. 149) — DOM-TOM : une élection purement coloniale. (p. 152)

LA VOIE DU SOCIALISME

Revue n°1 (1987) : Marxisme et révisionnisme (p. 2) — Le PCF et les ingénieurs (p. 6) — Crise agraire et rivalité inter-impérialiste (p. 14) — A propos de la petite bourgeoisie (p. 20) — Note de lecture : "Être marxiste aujourd'hui" de P. Tort (p. 27)

Revue n°2 (1987) : A propos du mouvement étudiant et lycéen (p. 30) — La "crise" de l'école (p. 40) — Non aux lois xénophobes (p. 47) — Appel (p. 49) — Commentaire : Les positions militaristes et colonialistes du PCF (p. 50) — Le socialisme, l'Albanie et la France (p. 52) — Le IX^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie (p. 58) — Message de la "Voie du Socialisme" au IX^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie (p. 59)

Revue n°3 (1988) : Au lendemain de l'élection présidentielle (p. 61) — La démocratie et la crise (p. 65) — La science enrôlée (p. 83) — Kanaky : Une guerre qui ne veut pas dire son nom (p. 96) — Les réformes économiques de Gorbatchev en URSS (p. 102)

Revue n°4 (1990) : Editorial (p. 114) — La crise à l'Est : quelle victoire pour la bourgeoisie ? (p. 118) — D'Est en Ouest : la crainte du chaos (p. 124) — Pourquoi l'Anschluss de la RDA est-il possible ? (p. 133) — Un passé auquel souscrire : rôle et méthodes de l'histoire (p. 140) — L'histoire : un enjeu idéologique et politique (p. 147)

Extraits :

I — L'Émancipation (revue) — N^{os} 1 à 8 (1979-1983)

« Le Parti du Travail d'Albanie a livré et livre un combat gigantesque contre le révisionnisme moderne soviétique et chinois. Son travail d'éclaircissement permet au mouvement communiste international de sortir de l'ornière révisionniste et nous fournit aussi l'exemple le plus mobilisateur de l'utilisation vivante du marxisme-léninisme comme guide de la lutte révolutionnaire. Mais nous ne devons pas considérer cette œuvre de nos camarades albanais comme un ensemble d'analyses mortes, ne servant que de références formelles et où on pourrait trouver une ligne politique toute prête. La science de la révolution dans notre pays ne s'importe pas, elle s'élabore grâce aux efforts personnels de chaque communiste. Nous seuls pouvons l'élaborer, c'est notre responsabilité historique et fuir devant elle sous un quelconque prétexte n'est que lâcheté. L'expérience même du P.T.A. est là pour nous montrer que si ce Parti a su conduire la lutte de libération nationale et la révolution populaire, diriger l'édification socialiste, résister à tous les révisionnismes, titiste, khrouchtchévien, chinois et les démasquer, c'est avant tout parce qu'il a considéré que la ligne politique du Parti ne se trouve pas toute prête dans le marxisme-léninisme (sous forme de références formelles et générales aux principes), ni dans l'expérience d'un parti frère, mais qu'elle suppose d'une part le travail propre et original du Parti, sa propre pensée et son propre effort créateur, d'autre part sa propre expérience révolutionnaire. » (N°1 — **LA DEMARCATION ACTUELLE ENTRE MARXISME-LÉNINISME ET OPPORTUNISME** — Édition numérique, pp.23-24.)

« Mitterrand apparaît bien comme l'homme de cette situation. Vieux politicien, cheval de retour de la IV^e République, il pourra parfaitement organiser ou cautionner, comme dans le passé, les majorités à géométrie variable que la situation exige. A un moment où, après vingt trois ans de gouvernement à droite, l'alternance ne pouvait advenir que sous couvert d'une doctrine (gauche social-démocrate moderne contre droite passéiste), Mitterrand n'est pas un doctrinaire. Il a pris soin de faire rédiger le Projet socialiste par l'aile doctrinaire de son parti et, une fois élu, de faire savoir par ses porte-parole préférés (les Quilès, Delors et Cheysson) que ce projet était une chose, et le programme du futur gouvernement une autre. A la trappe la doctrine ! Enfin, et c'était là une condition essentielle, Mitterrand a su s'appuyer sur le parti révisionniste (pour sortir de l'ombre d'abord, pour forger un puissant parti social-démocrate ensuite) sans se lier à une coalition socialo-révisionniste. En effet, — et pour des raisons que nous expliciterons dans de prochains articles qui traiteront des rapports entre les révisionnistes et la social-démocratie — la bourgeoisie ne désire pas que le PCF participe au pouvoir (sauf en cas de crise majeure). Le PCF a son rôle dans l'opposition. D'autre part, ses liens avec la superpuissance soviétique ne sont pas clairs, comme ceci est prouvé par son rejet récent de l'"eurocommunisme". Même dans des partis comme celui de Carillo, qui sont à l'origine de l'"eurocommunisme", on voit que les forces pro-soviétiques jouent un rôle non négligeable. Le retour à l'"eurocommunisme", tel est précisément la condition que mettent les socialistes à tout accord avec le PCF — car telle est la condition pour que la bourgeoisie tolère, à un certain moment, la participation des révisionnistes au gouvernement. La tâche de Mitterrand sera donc à la fois de forcer la main au parti révisionniste pour accentuer son "eurocommunisation" et de bâtir les fondements d'un rassemblement centriste, prélude à l'organisation d'une "troisième force". Tout sera prêt pour composer des alliances au gré de la situation. Avec les révisionnistes si la bourgeoisie veut se tirer d'une situation difficile où ceux-ci joueront leur rôle de sapeurs-pompiers pour éteindre le feu révolutionnaire. Avec la troisième force pour retrouver le fameux jeu de balancier qui, au moment de la IV^e, donnait à l'immobilisme les parures du changement (jusqu'à la caricature à l'époque, comme le prouve le mot "historique" de Guy Mollet : "L'immobilisme est en marche..."). Aujourd'hui, Chirac a convaincu les anciens amis de Giscard qu'il fallait le changement, et Mitterrand peut célébrer sa propre élection en y voyant la victoire non des seuls socialistes, mais de "tous les républicains". En 1947 déjà, Guy Mollet appelait de ses vœux la naissance de la "troisième force" en battant le rappel de tous "les républicains d'obéissance française" (c'est-à-dire non-communistes). » (N°2 — **MITTERRAND ELU : LES BUTS IMMEDIATS DE LA BOURGEOISIE** — Édition numérique, p.36.)

« Toute politique de la bourgeoisie peut se résumer à ceci : comment faire accepter à la masse grandissante des travailleurs une aggravation de l'oppression et de l'exploitation. La grande bourgeoisie sait que la période du "boom économique" est terminée et que les années à venir verront s'aggraver la concurrence entre les groupes et les pays capitalistes, donc les conditions d'exploitation de la force de travail. Elle porte au pouvoir des hommes qui proclament hautement que l'avenir est sombre, que les travailleurs doivent consentir des efforts, et que, même si la croissance revient, "elle ne pourra, à elle seule, générer un nombre suffisant de créations nouvelles d'emplois." (Cf. J. Delors, "Introduction" à *Emploi et chômage en Europe*, *Economica*, 1980, p. XII.) Tout l'art qu'elle demande à ces hommes est de faire accepter tout ceci en recourant aux vieux remèdes de la social-démocratie. Que réclame de ces politiciens la grande bourgeoisie, les quelques dizaines de grands groupes qui ont acquis une position hégémonique sur l'économie ? Laissez-nous exploiter les travailleurs de nos monopoles et occupez-vous des millions de salariés qui ne travaillent pas directement sous notre joug ! Faites en sorte que nous ayons les mains libres, ici en France, et partout dans le monde où nous étendons notre influence (1) ! Occupez-vous du reste, des dizaines de milliers de petites et moyennes entreprises et faites en sorte qu'elles alimentent nos projets ! Laissez-nous investir librement là où le taux de profit est au maximum et permettez-nous de nous dégager des secteurs non-rentables ! Etc., etc., etc. » (N°2 — **Ibidem** — Édition numérique, pp.37-38.)

« Pour Althusser comme pour tous les tenants de la "crise du marxisme", la critique de Hegel va de pair avec l'adhésion à Mao. L'une ne va jamais sans l'autre. Mao est l'inspirateur privilégié de nos "critiques"

en matière de dialectique. *[Il suffit pour s'en convaincre de rappeler les mérites qu'ils lui attribuent ; cf. Althusser, Pour Marx, op. cit., pp. 92-93, note 6 (que nous citerons plus loin), et pp. 186-224. Bettelheim, Les Luttes de classe en URSS, Seuil-Maspéro, tome 1, 1974, p. 8, note 2 (Le renouveau de la pensée marxiste en France, déclare Bettelheim, "a été lié notamment à la diffusion de plus en plus large de la pensée de Mao Tsétoung et il a été manqué par la rupture que L. Althusser et ceux qui ont travaillé avec lui ont opérée avec une lecture "économiste" du Capital de Marx".) On pourrait citer d'innombrables passages où althussériens et bettelheimiens reconnaissent les hautes vertus dialectiques de Mao et reproduisent mot pour mot ses thèses, puisées surtout dans De la contradiction. Cf. par exemple : Lipietz, Crise et inflation, pourquoi ?, Maspéro, 1979, pp. 20-57.]* Ce chassé-croisé rend compte de la substitution qu'il s'agit d'effectuer pour eux entre, d'une part, la dialectique consciente élaborée par la philosophie classique allemande, et reprise et développée à sa suite par le marxisme, et d'autre part, une pseudo-dialectique aux allures "guerrières", maquillée de concepts marxistes, inspirée de la vieille philosophie chinoise. Il s'agit pour eux — comme pour Mao — de remplacer la dialectique marxiste par une parodie de dialectique. Dans le contexte de la "crise du marxisme" encore naissante (début des années 60), cette substitution prend la forme : chasser Hegel et plagier Mao ! Le maoïsme s'est longtemps présenté comme le nec plus ultra en matière de dialectique marxiste. C'est sous cette image de marque qu'il a d'ailleurs été introduit en France. *[L'introduction des conceptions maoïstes sur la dialectique ne date pas du milieu des années 60 — comme on le croit ordinairement. Elle date du début des années 50. C'est à cette époque que les oeuvres philosophiques de Mao ont été traduites en français. Leur impact a été immédiat sur les philosophes du PCF comme en atteste le manuel de Besse et Cavaing publié en 1954 aux Ed. Sociales sous le titre Principes fondamentaux de philosophie (où sont repris les cours donnés durant les années précédentes par ces deux révisionnistes à l'Université nouvelle). Les textes de Mao De la pratique et De la contradiction avaient paru dans les Cahiers du communisme respectivement en février 1951 (n° 2) et en août 1952 (n° 7/8). Les trois chapitres du manuel de Besse et Cavaing consacrés au "quatrième trait de la dialectique : la lutte des contraires" reproduisent fidèlement le plan et l'argumentation de De la contradiction, qu'ils citent abondamment. Par la suite, lorsque les divergences sont apparues dans le mouvement communiste international, les références à Mao et les citations ont disparu des textes du P.C.F. Il n'aurait pas été de bon ton de continuer à citer Mao comme un classique du marxisme à un moment où le P.C.F. attaquait le P.C.C. et se refusait à diffuser les textes chinois sur les divergences. En reprenant, dans le nouveau contexte, le flambeau de ses aînés, Althusser pouvait se tailler un succès à scandale sans trop de difficulté. Ses éloges à Mao — en renforçant l'image "radicale" d'Althusser par le radicalisme qu'on prêtait à l'époque à Mao — contribuaient à la mise en scène althussérienne.]* Avant d'examiner la copie (Althusser), nous devons donc nous pencher sur l'original. Seuls les admirateurs béats et les ignorants peuvent nier que la conception de la dialectique qu'expose Mao dans ses oeuvres reprend la vieille pensée chinoise sous une forme déguisée. *[Comme l'ont démontré irréfutablement les sinologues (Schram, etc.), les oeuvres publiées de Mao ont été l'objet d'un trafic afin de leur inoculer une dose de marxisme suffisante pour que les contradictions avec les thèses marxistes-léninistes (présentées comme un pas en avant du marxisme !) soient moins flagrantes. Khrouchtchev révèle le rôle qu'y a pris Youdine, l'ambassadeur soviétique en Chine et co-auteur du Petit Dictionnaire Philosophique (Cf. Souvenirs, Laffont, 1971, pp. 442-443).]* » (N°3 — **"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME (2)** — Édition numérique, pp.76-77.)

« Dans la période d'après-guerre, les kolkhozes furent renforcés sur le plan de l'organisation et sur le plan économique, aidés dans le relèvement et le développement de leur économie collective. Sur cette base, le bien-être matériel de la paysannerie kolkhozienne augmenta. Les grands kolkhozes, nés de la fusion des petits, purent avec plus de succès élargir et perfectionner l'économie collective. Le XIX^e Congrès (octobre 1952) constata que l'agriculture soviétique était devenue qualitativement autre : le problème céréalier était résolu avec succès, les cultures maraîchères florissaient, la mécanisation remportait d'immenses succès permettant la réalisation de plus grandes tâches encore. Le renforcement du rôle organisateur des S.M.T. dans les kolkhozes devait devenir un outil essentiel de l'élévation des rendements. La dictature du prolétariat, la direction du Parti bolchevik, guidé par la théorie marxiste-léniniste, la lutte intransigeante

menée contre tous les opportunistes, enfin, la capacité des communistes de se lier, d'instruire et d'entraîner les masses par millions expliquent l'accomplissement victorieux de cette oeuvre historique dont Staline, dans son dernier ouvrage, *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, envisageait en théorie et en pratique la poursuite (voir l'article sur les coopératives de type supérieur en Albanie). Nous savons cependant comment, bien loin de progresser sur la voie du passage graduel du socialisme au communisme, bien loin d'élever progressivement la propriété kolkhozienne jusqu'au niveau d'une propriété du peuple entier, les révisionnistes qui ont pris le pouvoir à la mort de Staline ont rétabli le capitalisme en U.R.S.S., provoquant la dégénérescence de la propriété socialiste kolkhozienne et la création d'une propriété capitaliste de groupe, causes de la crise et du retard actuels de l'agriculture soviétique. » (N°3 — **BREF HISTORIQUE DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SOCIALISTE EN U.R.S.S.** — Édition numérique, p.94.)

« En renonçant à la notion de "marxisme-léninisme" (dont toute référence est désormais supprimée dans les statuts), le 23^e Congrès du PCF tirait une conclusion logique de l'abandon de la dictature du prolétariat. Les nouveaux statuts remplacent "marxisme-léninisme" par "socialisme scientifique", pour dire : "Le PCF s'appuie sur le socialisme scientifique fondé par Marx et Engels, puis développé par Lénine et d'autres...". Le "et d'autres" est savoureux ! Voici donc une science développée par on ne sait qui : Gramsci, Bernstein, Boukharine, Trotsky ? ou encore : Togliatti, Tito, Waldeck Rochet ? Renoncer au "marxisme-léninisme" signifie aussi sacrifier à la mode qui consiste à séparer léninisme et marxisme, pour mieux attaquer l'un, puis l'autre. En dehors de cette substitution de termes qui n'est donc pas le résultat d'une simple querelle de vocabulaire, les statuts modifient les rapports du parti à la théorie : le parti "s'appuie sur...". La théorie n'est plus un fondement, mais un cadre formel qu'on utilise ou non, au gré des circonstances, ou qu'on utilise dans tous les sens — par exemple pour montrer que Marx était autogestionnaire. » (N°4 — **L'AUTOCRITIQUE DES REVISIONNISTES OU : ENCORE UN EFFORT POUR EN FINIR AVEC LE MARXISME-LENINISME** — Édition numérique, p.105.)

« Nous avons montré, dans ces deux articles sur le programme économique du PCF, l'évolution des idées révisionnistes en la matière, mais aussi la dégradation du niveau théorique de ces idées. La "théorie" devient plus ouvertement une justification toujours moins convaincante de la pratique opportuniste des révisionnistes, aujourd'hui au pouvoir pour gérer le capitalisme. L'exemple des "nouveaux critères de gestion" lancés comme une savonnette par Boccara fait éclater le peu de prestige que les "théoriciens" révisionnistes avaient acquis aux yeux de leurs homologues bourgeois depuis une quinzaine d'années. En effet, alors que les économistes s'interrogent avec pessimisme sur l'"issue de la crise", Boccara et ses collègues révisionnistes "découvrent" que le système capitaliste peut s'en sortir s'il lâche quelques, miettes à la classe ouvrière et lui permet de "participer" à sa propre exploitation ! De telles innovations et audaces théoriques ne méritent que le mépris. Elle présentent au moins l'intérêt de montrer que l'espoir ne peut venir que de l'élaboration d'un programme économique marxiste-léniniste, définissant les contours d'un socialisme authentique, dont l'édification est possible dans notre pays. » (N°5 — **L'EVOLUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU PCF (2)** — Édition numérique, p.136.)

« Quarante années bientôt après la fin de la guerre, l'idée que la victoire sur l'Allemagne nazie a été avant tout celle des peuples et de l'URSS est toujours aussi insoutenable pour la bourgeoisie. Mais c'est bien parce que l'Union soviétique était socialiste, et conduite par son Parti communiste (bolchevik) et Staline, qu'elle l'a emporté. C'est bien pour la défense du "drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau", évoqué par Staline dans tous ses discours, que le peuple soviétique a combattu avec héroïsme et sacrifié 23 millions de ses enfants. Cela, la bourgeoisie ne l'a pas accepté et voudrait le faire oublier. Voilà pourquoi, encore aujourd'hui, chaque jour, ses idéologues déversent leurs mensonges et leurs calomnies sur Staline, son oeuvre et sa politique d'internationalisme prolétarien. » (N°5 — **LA POLOGNE, YALTA : LA BOURGEOISIE REECRIT L'HISTOIRE** — Édition numérique, p.144.)

« Le consensus de la bourgeoisie : "Le thème des nationalisations n'a pas constitué un des temps forts de la campagne électorale de Monsieur Mitterrand." (*Le Monde*, supplément aux dossiers et documents, mai

1981, p. 89.) Cette remarque n'est pas sans intérêt. En effet, si les nationalisations, contrairement aux élections de 1978, n'ont pas été l'objet de vives controverses, c'est que les partis bourgeois ont admis dans, leur ensemble que cette politique était conforme à leurs intérêts. C'est ce qui explique que l'opposition de "droite" aux nationalisations n'a été que formelle, La réaction des "patrons" des "nationalisables" est restée très courtoise, à tel point que beaucoup sont restés en place (Lagardère chez Matra, Dassault, Gandois à Rhône-Poulenc, Fauroux à Saint-Gobain). Les seules contestations un peu véhémentes ont porté sur les méthodes d'indemnisation, les socialistes "bons princes" n'avaient pourtant pas lésiné puisque qu'ils avaient recueilli le soutien des plus hautes autorités de la COB, (Commission des Opérations de Bourse) en adoptant l'avis du Conseil d'Etat sur ce sujet. Rien donc de particulièrement hardi... cependant le Conseil d'Etat a décidé d'améliorer le sort des "pauvres" actionnaires et le PS s'exécute de bonne grâce, à tel point que l'opposition de droite se gousse et reproche... le poids trop important des indemnisations ! Quant à la prétendue opposition des "puissances d'argent", la liste des présidents des nationalisées prouve que ce sont plutôt des "patrons de choc" qui ont été choisis. On peut rappeler les remerciements de Mauroy à Dassault lors de la prise de participation majoritaire de l'Etat, et le mot de Dassault : "vous êtes très gentil" (!!). Une autre déclaration ne manque pas de sel. Il s'agit d'un haut dirigeant du CNPF qui regrette que le syndicat patronal ne soit pas l'objet d'autant d'attention que le SNPMI de la part du gouvernement, mais qui se rassurait car "l'alliance de nos nouveaux dirigeants socialistes avec un homme comme Monsieur Gérard Deuil, représentatif d'un certain monde traditionnel de la petite entreprise à la fois généreux et réactionnaire, qui arborait encore au mois de juillet la photo du maréchal Pétain dans son bureau, ne pourra pas durer parce qu'elle est contre-nature." (*Le Monde*, 13 oct. 1981.) » (N°6 — **LES SOCIAUX-DEMOCRATES ET LES MONOPOLES CAPITALISTES : CONTINUITÉ ET RUPTURES** — Édition numérique, pp.165-166.)

« La lutte des classes est la principale force motrice de la société jusqu'à l'avènement du communisme, donc y compris de la société socialiste. La lutte contre les traîtres au socialisme et au Parti est une forme de la lutte de classe que mène le prolétariat, la classe dirigeante en Albanie. Est-ce la seule forme ? Certainement pas. Le prolétariat d'Albanie et son Parti du Travail mènent la lutte pour liquider tout vestige du féodalisme et du capitalisme et pour renforcer et développer la base économique du socialisme ; ils mènent la lutte contre les pressions et les agressions des impérialistes, pour défendre la patrie socialiste, l'indépendance nationale si chèrement gagnée dans la lutte contre les impérialistes fascistes italiens et allemands ; ils mènent la lutte contre les débris des classes exploiteuses et pour le renforcement de la dictature du prolétariat ; ils mènent une lutte sans répit contre toutes les formes de l'idéologie bourgeoise et révisionniste ; ils mènent la lutte contre le bureaucratisme et les conceptions libérales étrangères au socialisme ; ils mènent une lutte farouche contre le révisionnisme moderne, cet ennemi qui a causé les plus grands dégâts au mouvement communiste international, etc, etc. Et parmi toutes ces formes de lutte des classes, le PTA et le peuple albanais mènent aussi la lutte contre les traîtres au Parti, au socialisme et au peuple. » (N°7 — **BAS LES PATTES DEVANT L'ALBANIE !** — Édition numérique, p.174.)

« S'éloignant du "marxisme anglo-saxon" dont il a introduit les thèses économiques en France en publiant les ouvrages de Baran et Sweezy dans sa collection "Economie et socialisme aux éditions Maspéro, [Bettelheim] s'engage sur les traces d'Althusser qui prône le "retour à Marx". [*Sur Althusser et la signification de ce "retour à Marx", voir le second article de la série dans le n°3 de L'EMANCIPATION, juillet 1981.*] C'est que le khrouchtchévisme qu'il a soutenu au début ne lui semble plus être un "dépassement" suffisant du 'stalinisme". De cette déception naît son intérêt pour le "contre-modèle" chinois dont il devient un propagandiste (voir ses ouvrages : *La Construction du socialisme en Chine*, 1965 ; *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme* avec les réponses de Sweezy, 1970 et 1972 ; *Révolution culturelle et organisation industrielle en Chine*, 1973). Les théories mises à l'honneur par la Révolution culturelle (la "lutte entre les deux lignes dans le Parti", "l'intervention des masses contre la ligne noire dans le Parti", etc.) supplantent celles du planificateur khrouchtchévien Liberman dans le cœur du professeur Bettelheim. Sa conversion au maoïsme lui redonne ainsi une teinte radicale que son passage du PCF via Khrouchtchev avait estompée. Mao devient alors l'inspirateur du "marxisme vivant" dont

Bettelheim se fait le chantre en accusant Staline d'en être le fossoyeur. Comme en 1948, il s'agit toujours de liquider Staline et de ternir l'image du socialisme en URSS du temps de Lénine et de Staline. Bettelheim reproche au fond à Khrouchtchev non pas d'être révisionniste, mais de rester soi-disant prisonnier d'une conception "stalinienne" (!) du socialisme sous prétexte qu'il se couvre de références au marxisme-léninisme et qu'il maintient l'ombre formelle du "socialisme". Par contre, il considère les thèses pluralistes de Mao sur la révolution et le socialisme ainsi que les formes d'action confuses, mal établies, sans direction de parti, qui sont encouragées durant la Révolution culturelle (sans parler de la "dialectique" dont il passe pour un maître indépassable) pour autant de coups portés au "staliniisme" (c'est-à-dire au marxisme-léninisme) et au système soviétique mis en place après la Révolution d'Octobre (c'est-à-dire au socialisme). L'ouvrage de Bettelheim : *Calcul économique et formes de propriété* (Maspéro, 1970) est le premier pas vers la critique du socialisme en URSS. Il y annonce d'ailleurs son intention "d'investir les concepts développés ici dans l'analyse de la formation sociale soviétique" (op. cit., p.7.) Nous verrons plus loin ce qu'il en est au juste de ces "concepts". Cette analyse de la "formation sociale soviétique" donne les deux premiers tomes (1974, 1977) des *Luttes de classes en URSS* dont le dernier tome paru (1982) se place dans un nouveau cours de l'évolution intellectuelle du professeur Bettelheim. » (N°7 — **"CRISE DU MARXISME" ET REVISIONNISME (3)** — Édition numérique, p.187.)

« Les dirigeants du parti révisionniste sont constamment confrontés à un problème depuis que des ministres de leur parti siègent au gouvernement : ils doivent d'un côté agir dans le cadre de la solidarité gouvernementale et appuyer une politique bourgeoise qui est pour l'essentiel définie en dehors d'eux ; mais d'un autre côté, ils doivent convaincre les travailleurs que le PCF demeure leur "parti", défendant leurs intérêts et luttant pour le socialisme. Comment faire passer ce parti-croupion pour le parti révolutionnaire de la classe ouvrière ? Pour réaliser ce tour de passe-passe, le PCF fait appel à son armée de "théoriciens"-magiciens qui, une fois encore, prennent la plume pour justifier a posteriori la politique opportuniste de leur parti. [*Dans les numéros 4 et 5 de L'EMANCIPATION, analysant l'évolution des différents programmes économiques du PCF, nous avons montré que le problème des idéologues révisionnistes n'est pas d'élaborer une théorie "sans faille" du révisionnisme, mais de justifier à tout moment la politique opportuniste et sans principes du PCF.*] Ces illusionnistes croient avoir trouvé avec la "crise" et sa "résolution" le thème astucieux qui leur permettra d'échafauder une théorie bonne à servir aussi bien à la bourgeoisie ("nous sommes les sauveurs providentiels de votre système condamné") qu'aux travailleurs" ("en sortant la France de la crise, vous améliorez votre sort"). Le fond de leur conception peut être résumé ainsi : la crise ne provient pas des contradictions minant la base économique du capitalisme, mais des excès que commet le grand capital en poursuivant avec inconscience une politique de surprofits et de spéculation à courte vue. C'est sur ce fragile édifice théorique, qui s'est tant de fois effondré depuis un siècle, que nos théoriciens révisionnistes appuient leur mystification sur le plan idéologique, politique et économique. » (N°8 — **LE P.C.F. AU GOUVERNEMENT** — Édition numérique, p.206.)

La voie du socialisme (journal) — N°s 1 à 12 (1984-1986)

« Marxisme et réformisme s'opposent non sur la nécessité de lutter pour des réformes, mais sur les conditions et les objectifs de cette lutte. Pour le marxisme, toute amélioration réelle du sort de la classe ouvrière au sein du régime capitaliste est une conséquence de la lutte révolutionnaire. Les réformes sont "un produit accessoire de la lutte de classe révolutionnaire" (Lénine). Le réformisme oppose lutte pour les réformes et tactique révolutionnaire, soit en présentant les réformes comme une étape immédiatement accessible, alors que la révolution est repoussée aux calendes grecques, soit en substituant à la révolution la réforme des bases du système capitaliste. A quelles conditions des réformes sont-elles possibles dans le système capitaliste ? L'histoire de la lutte des classes montre comment des lois sont établies pour

réglementer les rapports entre bourgeois et prolétaires et améliorer la condition ouvrière. Spontanément, chaque capitaliste cherche à pousser l'exploitation de la force de travail le plus loin possible. Mais la classe capitaliste dans son ensemble rencontre tôt ou tard une limite physique et une limite sociale à l'extorsion de plus-value. Selon l'expression de Marx, une "intervention sociale" vient faire équilibre à l'exploitation démesurée de la force de travail (Le Capital, Ed. Sociales, t.1, p.292). Or ce contrepois n'agit pas spontanément. Seuls des avocats de la bourgeoisie "éclairée" peuvent faire croire que celle-ci mettrait en place volontairement, intelligemment, une, "politique sociale". Dans Le Capital, Marx a décrit dans le détail le premier grand combat livré par la classe ouvrière au début du capitalisme : la lutte pour la limitation de la journée de travail. En Angleterre, la limitation légale et les règlements de la journée de travail (en particulier concernant le travail des enfants et des femmes) "ont été arrachés lambeaux par lambeaux par une guerre civile d'un demi-siècle" (Id., p. 289). » (N°1 — **Le marxisme et les réformes** — Édition numérique, p.8.)

« La sidérurgie travaille essentiellement pour le secteur producteur des moyens de production (le secteur I). En 1980, en France, 77% de l'emploi final de l'acier relève de l'investissement et 23% de la consommation. La construction mécanique absorbe 24% de la consommation totale d'acier, alors que l'équipement ménager n'en utilise que 2,3%. On a calculé qu'un million de francs consommés par les ménages induisent 2 tonnes d'utilisation d'acier, et que la même quantité d'argent consacré à l'investissement en induit 21 tonnes. L'acier, véritable moyen de production pour les moyens de production, dépend donc étroitement des destinées du secteur I. Or ce secteur exige à son tour que la production d'objets de consommation se développe rapidement et appelle de nouveaux investissements. Dès que cette production ralentit son rythme de progression, — c'est le cas depuis une dizaine d'années —, une crise de surproduction apparaît dans les branches qui produisent les moyens de production. On estime aujourd'hui qu'une croissance du Produit National Brut inférieure à 3 % entraîne une chute de la demande d'acier. Pour subsister ne serait-ce qu'à une échelle constante, les branches productrices du capital fixe ont besoin d'une accumulation rapide dans les autres secteurs. » (N°2 — **Plan acier et crise capitaliste** — Édition numérique, p.30.)

« Très tôt les capitalistes ont cherché à tirer le meilleur parti de l'immigration en l'organisant. Les patrons français en particulier ont dû faire face à plusieurs reprises à un manque de main-d'œuvre lié en grande partie à la lenteur de l'exode rural. Relayés par l'Etat, ils ont cherché à organiser le recrutement massif de travailleurs étrangers. Cette demande de travail comporte son revers : toujours en abondance sur le "marché du travail", les immigrés constituent par nature une force de travail en surnombre. Dès que l'industrie doit jeter sur le pavé des millions d'ouvriers, ce sont les immigrés qui apparaissent immédiatement comme des travailleurs surnuméraires. Il suffit de contingenter les recrutements et les effectifs pour qu'aussitôt surgissent en masse les immigrés clandestins. Hier on allait les recruter comme travailleurs actifs pour accumuler le capital, aujourd'hui on a besoin d'eux aussi comme travailleurs surnuméraires qui doivent endurer des conditions de travail toujours plus précaires, et sur qui pèse constamment la menace du renvoi, sous forme de "retour au pays" rémunéré ou de jugement de police expéditif. » (N°3 — **Les immigrés face au capitalisme** — Édition numérique, p.42.)

« Depuis la fin du XIX^e siècle, sous la pression des travailleurs, et par l'intervention des Etats, la durée journalière du travail tend à baisser. Mais cette réduction s'est faite avec l'allongement parallèle de la vie active. En un siècle et jusqu'en 1960, la vie au travail a presque doublé et sa restructuration est allée de pair avec la mécanisation de la production : le temps nécessaire à la récupération des forces de travail a été redistribué mais non pas augmenté au cours de cette période, en raison de la dégradation des conditions de travail quotidiennes. » (N°3 — **Ce que cache la réduction de la durée du travail** — Édition numérique, p.47.)

« Avec ces méthodes, adaptées à la stratégie de collaboration de classe, la CGT se coupe de plus en plus des travailleurs. On tente bien entendu en haut lieu d'enrayer cette évolution, comme le montrent les déclarations du secrétaire général ou les actions engagées dans l'automobile, mais à la base, ça ne suit pas.

Des syndicats entiers sont devenus squelettiques, d'autres, moins importants, ont complètement disparu. Les réunions ne rassemblent que quelques rares militants. Les travailleurs ne se dérangent que si leur emploi est menacé : c'est le seul cas où la CGT parvient à mobiliser les travailleurs, et encore, on est loin de l'euphorie. Côté trésorerie, c'est encore pire : l'argent ne rentre vraiment plus, les syndiqués se plaignant au contraire des cotisations trop chères (1 % du salaire) Les collecteurs n'osent plus relancer les adhérents et le nombre moyen de timbres payés par an baisse aussi. Certains se syndiquent mais se contentent de payer 6 timbres au lieu de 12, ce qui diminue considérablement les cotisations. Les bureaux syndicaux, les commissions exécutives ont beau déclarer que c'est inadmissible, qu'on ne peut syndiquer à ce tarif, les collecteurs répondent que ce qu'ils ramènent est toujours bon à prendre. Face à cela, l'augmentation des cotisations ne sert à rien : plus elles s'élèvent et plus les sommes qui rentrent diminuent. » (N°4 — **Le révisionnisme et la décadence du syndicalisme ouvrier** — Édition numérique, p.53.)

« Le gouvernement socialo-révisionniste a voulu enclencher un processus où chacun, colonisés et colons, trouverait son intérêt : les premiers verraient leur souveraineté reconnue et les seconds... leurs privilèges coloniaux maintenus ! Depuis septembre 1981, quand H. Emmanuelli (ministre des DOM-TOM) lance ses idées de réformes, toute la politique du gouvernement de la gauche consiste à prêcher la conciliation, à mettre sur le même plan colonisés et colons, égaux en droits et en devoirs, et à faire croire que, sur cette base, le consensus est possible. Cette politique est connue, elle a déjà été mise en oeuvre en Algérie par les mêmes socialistes (avec l'appui des mêmes révisionnistes, Cf. LA VOIE DU SOCIALISME n° 4) et on sait ce qu'elle recouvre en réalité : des mots, du vent et de la démagogie en direction des colonisés, concessions sur concessions en direction des ultra-colonialistes. C'est que le but de la politique des socialistes et des révisionnistes n'est pas l'indépendance des peuples coloniaux, mais le maintien de la "présence française", c'est-à-dire le maintien des intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français. Dès lors que ces intérêts s'identifient à une forte présence de colons, ce qui est le cas en Nouvelle-Calédonie, cette politique tend à laisser les mains libres aux colons, à pousser à l'action les forces ultras et, finalement, à leur donner des gages en réprimant le mouvement de libération. La présence française en Nouvelle-Calédonie passe nécessairement par la présence des colons, et celle-ci suppose nécessairement l'oppression coloniale, la non-reconnaissance des droits élémentaires du peuple kanak, l'absence de solution du problème foncier, etc. L'"utopie" du gouvernement de gauche est de vouloir plaquer une superstructure néo-coloniale sur un fait colonial auquel on ne touche pas. L'"astuce", incroyablement cynique et totalement répugnante, est de présenter aux Kanaks des symboles, comme autrefois les pères missionnaires étalaient leur verroterie : on attachera symboliquement le Kanak à sa terre, on lui reconnaîtra symboliquement la légitimité historique de sa souveraineté ; pour le reste, on renforcera les liens coloniaux entre la France et la Nouvelle-Calédonie. Et si les Kanaks entretiennent un rapport autre que symbolique avec leur terre et leur nation, on libère alors toutes les forces de la barbarie colonialiste, et c'est la répression, les assassinats, la terreur. » (N°5 — **Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand** — Édition numérique, p.90.)

« Le 11 avril 1985, s'est éteint ENVER HOXHA, grand penseur et grand révolutionnaire, dont la personnalité et l'oeuvre immortelle auront marqué la deuxième moitié de ce siècle. Les révolutionnaires de notre époque surgissent de la rencontre des peuples en lutte et de l'idéologie la plus avancée, le marxisme-léninisme. Par leur travail théorique et pratique, ils cristallisent cette rencontre, permettant à la théorie révolutionnaire de s'emparer des masses et de devenir une force matérielle qui les conduit à la victoire. Le peuple albanais possédait un état d'esprit révolutionnaire, forgé pendant des siècles de luttes de libération contre le féodalisme, le cléricisme, l'impérialisme et la bourgeoisie. Quand, en 1941, Enver Hoxha et ses camarades créèrent le Parti communiste, le peuple révolutionnaire albanais trouva dans la philosophie marxiste un guide pour l'action et une source d'inspiration. Grâce à cette fusion du mouvement révolutionnaire et du socialisme scientifique, le visage de l'Albanie se transforma, au cours de plusieurs révolutions. Le peuple accéda enfin au pouvoir, pour édifier le seul système qui lui garantisse la liberté et la souveraineté : le socialisme. Ce bond en avant historique, l'Albanie a pu le connaître grâce au travail de son peuple et à son héroïsme ; elle le doit aussi au génie d'un homme, Enver Hoxha, à sa lutte inlassable

au service de son peuple, à sa vaste compréhension des problèmes de notre époque, à sa fidélité au marxisme-léninisme et aux idéaux du communisme. On ne saurait en quelques pages donner ne serait-ce qu'un aperçu de l'oeuvre d'Enver Hoxha. Cette impossibilité ne tient pas seulement à l'immensité de l'oeuvre, qui touche à tous les aspects de la vie politique, sociale, culturelle..., mais elle découle de son caractère même. Enver Hoxha a dirigé la révolution en Albanie, il a dirigé pendant plus de quarante ans l'édification du socialisme dans ce pays et ses ouvrages, ses rapports, ses discours sont indissociables des réalisations du socialisme. Ils éclairent la réalité albanaise, de même que la réalité du socialisme les rend vivantes. C'est pourquoi l'étude de l'oeuvre Enver Hoxha est indissociable de l'étude des réalisations du socialisme en Albanie, que cette oeuvre a rendu possibles. » (N°6-7-8 — **Enver Hoxha** — Édition numérique, p.98.)

« En trompant le mouvement ouvrier durant de longues années sur la réalité de la démocratie bourgeoise le PC a rempli sa mission à l'égard de la bourgeoisie. Les capitalistes ont pu porter de rudes coups aux travailleurs sans craindre une contre-offensive massive de leur part. Ils peuvent aujourd'hui ourdir leurs plans pour aller jusqu'au bout de leur logique archi réactionnaire. Mais le PC en accomplissant cette trahison a minimisé le risque qu'il connaît de se voir abandonner par les travailleurs et aussi par ses patrons qui exigent de sa part toujours plus et le mettent dans une position toujours plus intenable. Car en démocratie bourgeoise, le jeu politique est une chose et la réalité une autre. Les partis bourgeois qui ignorent cette dualité sont condamnés à s'étioler et à disparaître. Dans le système démocratique bourgeois, la séparation entre la vie politique officielle et la réalité politique véritable, celle que façonne la lutte des classes, est empiète. Cette séparation n'est pas un phénomène conjoncturel qui proviendrait de l'aveuglement des hommes politiques à tel moment ou de l'apathie des masses à tel autre, comme on l'entend parfois ; c'est l'essence même du système qui est soigneusement dissimulée grâce à la duperie de la "représentativité" et du "pluralisme". Formellement la démocratie bourgeoise se présente comme un système représentatif dans lequel, grâce au suffrage universel, chaque citoyen pèserait d'un même poids sur la conduite des affaires, où les intérêts de la majorité du peuple seraient donc respectés. Mais, dans son fonctionnement réel, la démocratie bourgeoise repose sur l'exclusion en bloc, hors de la vie politique officielle, de la classe ouvrière, de la nasse des travailleurs. Elle se présente comme le mécanisme représentatif qui permet la conciliation de tous les intérêts (supposés non-antagoniques) en présence dans la société, alors qu'elle nie en bloc les intérêts fondamentaux du prolétariat, de la nasse des travailleurs productifs. L'intérêt général est assimilé à l'intérêt du capital qui domine toute la société ; l'intérêt dominant devient l'intérêt général, bien qu'il corresponde aux intérêts d'une minorité bourgeoise exploiteuse. » (N°6-7-8 — **Le PCF et la démocratie bourgeoise** — Édition numérique, p.123.)

« En faisant de la masse de la jeunesse une surpopulation stagnante, c'est-à-dire qui connaît avant tout des formes précaires d'emploi, le capital est en effet en train d'habituer les futures générations d'ouvriers à cette "flexibilité" qu'il a tant de mal à institutionnaliser. Ce qui est en train de se mettre en place, ce n'est donc pas une "société duale" comme le prétendent certains économistes de gauche et, avec eux, le PCF, c'est-à-dire une société dans laquelle une partie des travailleurs connaîtrait des emplois stables et relativement bien rémunérés, et une autre serait marginalisée dans la précarité et les "petits boulots". Au contraire, nous sommes dans une société duale, et nous allons vers une société "monolithique", dans laquelle la masse des ouvriers serait dans une situation de mobilité, de précarité, de bas revenus et d'absence de protections. Voilà ce qui est en jeu avec l'"insertion des jeunes travailleurs". Les intérêts immédiats de la jeunesse ouvrière s'identifient donc avec les intérêts généraux et à long terme du prolétariat : les défendre suppose de rompre totalement avec l'opportunisme des dirigeants de la CGT et du PCF qui ont eux-mêmes mis la main à ce système de flexibilité mis en place par le capital. » (N°9 — **Le faux emploi des jeunes** — Édition numérique, p.126.)

« Pour analyser les problèmes de défense nationale précisément de ce point de vue idéologique et politique auquel veulent échapper aussi bien les politiciens bourgeois que les pacifistes, il convient de répondre à la question : pourquoi la bourgeoisie française s'est-elle dotée de l'arme nucléaire et quel usage politique en fait-elle ? Notre réponse est claire : l'objectif primordial de la stratégie nucléaire française

n'est pas la défense nationale, mais le renforcement des positions de l'impérialisme français dans le monde grâce à l'allégement de la tutelle du maître américain. Il est inutile d'appartenir au club atomique pour défendre sa patrie. C'est par contre nécessaire pour agir plus "librement" dans la lutte impitoyable que se livrent les grandes puissances impérialistes pour dominer le monde. C'est ainsi que la décision des dirigeants français d'accélérer le programme nucléaire fait suite à la désastreuse expédition de Suez en 1956, où le colonialisme français ne fut pas à la hauteur de ses ambitions en raison des pressions soviéto-américaines. Lorsqu'en 1958, de Gaulle explique au secrétaire d'Etat américain Dulles combien la France est gênée par l'OTAN, il met bien en relief ces mêmes visées impérialistes de son pays et non la "défense de la patrie" : "Sans aucunement renier son alliance avec vous, (la France) entend rester elle-même et mener sa propre action. Il n'y a pas de France qui vaille, notamment aux yeux des financiers, sans responsabilité mondiale." (Mémoires d'espoir, tome 1, Plon, 1970, p. 221). Cette "responsabilité mondiale" impliquait que la France devînt un centre de décision nucléaire, sans pour autant renier son appartenance à l'OTAN. La participation au Pacte atlantique n'a jamais été contestée par aucun gouvernement, ni par de Gaulle qui n'a fait que retirer les forces françaises du commandement intégré en 1966, ni par Mitterrand, lequel avait cette année-là voté avec les socialistes une motion censurant la décision gaulliste. De son côté, le PCF estime que la France doit "respecter ses alliances", selon les termes du Programme commun de 1972 ; dix ans plus tard, Marchais précisait : "la France doit assurer les engagements que cette appartenance (à l'Alliance atlantique) comporte." (24^{ème} Congrès, février 1982). » (N°10 — **Dissuasion et indépendance nationale** — Édition numérique, p.131.)

« Le mouvement qui s'est réclamé du marxisme-léninisme en France dans les années 60-70 s'est soldé par un échec. Il n'a pas su sortir de l'ornière maoïste dans laquelle il s'était engagé dès ses débuts. Le rejet du socialisme petit-bourgeois (sous la forme maoïste ou sous toute autre forme) constitue la condition première pour oeuvrer à l'édification d'un nouveau mouvement marxiste-léniniste dans notre pays. Ce nouveau mouvement doit naturellement s'appuyer sur les militants issus de l'ancien mouvement des années 60-70 qui ont tiré les leçons de l'expérience et ont progressé sur la voie du marxisme-léninisme. Leur unification constitue donc un des aspects de l'édification du nouveau mouvement. Nous sommes tout à fait opposés à la constitution de groupes locaux revendiquant l'étiquette d'organisation politique. Pour nous, un tel processus va — comme il a toujours été — à l'encontre de l'édification du mouvement marxiste-léniniste. Il représente un obstacle pratique à l'unité, en favorisant la perpétuation de l'esprit de groupe — quelles que puissent être par ailleurs les dénégations des protagonistes ; l'existence des groupes maintient le mouvement dans une situation périlleuse en suscitant la désunion, les querelles étriquées, l'écœurement et l'échec. Plus fondamentalement, un tel processus est la négation de la conception et de la pratique léninistes en matière d'organisation politique. » (N°11 — **Pour l'unité contre les groupes** — Édition numérique, p.143.)

« Opération Epervier : c'est le nom de code de la nouvelle expédition militaire de la France au Tchad. Un tel nom convient parfaitement à l'impérialisme français, ce rapace qui depuis longtemps a planté ses griffes dans la terre africaine et qui refuse aujourd'hui de lâcher sa proie. Nombreux sont ceux qui s'abritent sous son aile protectrice et obtiennent quelques miettes du festin. C'est pourquoi, une fois de plus, on a pu entendre les responsables politiques de tous bords entonner les vieux hymnes réactionnaires à la gloire de la "grandeur" de la France, c'est pourquoi tous somment le gouvernement de "prendre ses responsabilités". Dans ce répugnant concert de déclarations bellicistes et chauvines propagées par l'ensemble des moyens d'information, les révisionnistes du P.C.F. n'ont pas été les moins empressés à se mettre dans le ton. Se hâtant de donner à la bourgeoisie un nouveau gage de son adhésion à la politique colonialiste, Marchais a immédiatement justifié à la télévision l'intervention des troupes françaises ("Il existe des accords d'assistance mutuelle. Ils doivent être respectés de part et d'autre." Cf. *L'Humanité* du 17 février.), et il a impudemment blanchi l'impérialisme français de toute responsabilité dans la tragédie que vit le peuple tchadien ("Ce qui nous inquiète, c'est que le Tchad est en guerre depuis vingt ans, en raison de rivalités internes."). A l'heure où le P.C.F. se voit de plus en plus exclu des combinaisons politiques de la bourgeoisie, les subtilités idéologiques et les acrobaties tactiques qui lui servaient naguère

à camoufler sa ligne pro-impérialiste ne sont même plus de mise : Ayant fait acte d'allégeance, *L'Humanité* se garde depuis de faire le moindre commentaire sur l'action des troupes françaises. » (N°12 — **Afrique : le domaine réservé** — Édition numérique, p.149.)

La voie du socialisme (revue) — N^{os} 1 à 4 (1987-1990)

« L'année 1987 a commencé par une nouvelle offensive des Etats-Unis dans la guerre commerciale qui les oppose à la C.E.E. L'administration américaine vient en effet d'annoncer une augmentation de 200 % au 1^{er} février des droits de douane acquittés à l'entrée des Etats-Unis par toute une série de produits agricoles européens. La France à elle seule est visée par une pénalisation de 250 millions de dollars par an. Cette provocation américaine, qui constitue un véritable défi pour les capitalistes européens, révèle l'accentuation évidente de la concurrence inter-impérialiste, dans un contexte mondial marqué par la détérioration de la conjoncture économique. Profitant d'une prédominance toujours aussi forte sur le plan politico-militaire — bien que cette situation ne soit pas intangible — la bourgeoisie impérialiste des Etats-Unis continue à imposer son hégémonie sur le monde capitaliste de l'ouest. Elle doit pourtant affronter la remontée de l'impérialisme ouest-européen (avant tout allemand) et japonais qui menacent son leadership, à l'heure où l'aggravation de la guerre commerciale, la restructuration du marché mondial, les poussées protectionnistes montrent que chaque classe capitaliste "nationale" cherche d'abord aujourd'hui à se sauver, en exportant ses propres difficultés chez les concurrents (d'où d'ailleurs l'impuissance des bourgeoisies européennes à dépasser leurs divisions pour réaliser l'utopie des "Etats-Unis d'Europe"). » (N°1 — **Crise agraire et rivalité inter-impérialiste** — Édition numérique, p.14.)

« Pourquoi Marx ne parle-t-il pas des classes moyennes dans le **Capital** ? Voilà qui ne cesse d'intriguer ces auteurs. L'existence de deux seules classes, bourgeoisie et prolétariat, suppose, dit Marx, un "règne général et exclusif de la production capitaliste". C'est la première chose qu'il faut bien comprendre. La seconde, c'est que Marx, en mettant à nu les contradictions internes du mode de production capitaliste, en explique le mouvement, l'évolution, la naissance, la maturité et la mort. C'est précisément ce qu'il dit de ce mouvement qui permet de comprendre tout le problème des classes moyennes et de la petite bourgeoisie. Il importe de comprendre dans quelle direction va le mode de production capitaliste. Le capital se soumet-il toujours plus le travail, ou au contraire toujours moins ? Etend-il son champ d'action, ou bien le diminue-t-il ? Force-t-il toujours plus de gens à vendre leur force de travail, ou toujours moins ? Exproprie-t-il les producteurs directs, ou bien leur permet-il de se multiplier ? La réponse est assez évidente ! Les couches anciennes, antérieures au capitalisme, ce que Marx appelle parfois "les classes moyennes possédantes" (paysans, artisans, commerçants et petits patrons) diminuent avec l'essor du capitalisme. Le fossé entre les "possédants" et les non-possédants s'élargit. Le capital cherche à incorporer le maximum de travail non payé. Il s'applique aujourd'hui à des activités qui hier étaient indépendantes (comme l'agriculture) ou individuelles, au sens où le travail s'échangeait contre un revenu et non contre du capital (c'est le cas des domestiques qui étaient plusieurs millions au siècle dernier). C'est pourquoi le travail salarié augmente, précipitant dans le prolétariat ou le semi-prolétariat toute une foule de travailleurs. » (N°1 — **A propos de la petite bourgeoisie** — Édition numérique, p.24.)

« La jeunesse (française, mais aussi espagnole, italienne, belge ou allemande) a bien perçu la complémentarité entre idéologie et méthodes ; elle a montré également qu'elle savait qu'au delà de leur démagogie propre, réformistes et révisionnistes tenaient le même langage en défendant dans leurs programmes ce qui constitue les piliers de l'école du capital. On comprend que les étudiants et les lycéens ne les aient pas reconnus comme alliés, mais aussi pourquoi le P.S. n'a pas crié victoire, surtout après les déclarations de Mitterrand souhaitant établir sur l'école un consensus identique à celui sur la Défense. On

pouvait difficilement être plus hors-sujet du point de vue des revendications étudiantes et lycéennes, mais on pouvait difficilement mieux stigmatiser le fonctionnement du système politique français et les raisons de son incapacité à comprendre le mouvement. Leur angoisse vis-à-vis de leurs conditions d'entrée dans la vie active n'est pas le seul facteur qui devait inéluctablement amener les jeunes à s'interroger sur l'efficacité de leur formation, et donc sur son sens et son contenu. Le système bourgeois leur impose de vivre dans un monde clos et étriqué (famille, école) avec pour vision du monde celle que propagent les médias. De ce cocon étouffant sort une situation explosive parce que les contradictions internes y sont trop fortes et que, précisément, ce qui apparaissait comme le facteur d'homogénéisation formelle (l'école), c'est-à-dire comme le lieu du consensus social et politique par excellence, apparaît de plus en plus clairement (le projet Devaquet voulait que ce soit ostensiblement) comme l'instrument du triage de classe et de la condamnation d'une majorité de jeunes. Ce sont eux qui vivent au jour le jour l'approfondissement de ces contradictions dont ils subissent les conséquences les plus traumatisantes pour leur présent et leur avenir : contradiction entre l'affirmation par les gouvernements successifs d'un besoin important en formations supérieures et leurs propres difficultés à y accéder, contradiction entre le rappel de la valeur d'une instruction de base solide et des classes où on n'a plus le temps d'apprendre parce qu'il faut passer des tests et des examens pour trier les meilleurs, contradiction entre la promotion d'une pédagogie riche et diversifiée et l'incroyable pauvreté des établissements. Et, parce qu'ils ont aussi l'esprit de suite, contradiction d'ordre plus général entre une France développée et moderne, puissance mondiale pour laquelle il faudrait partir en guerre — essentiellement économique pour le moment — et ses millions de chômeurs et l'accumulation des difficultés pour la majorité des familles ; entre une France supposée pacifique et qui est en même temps le troisième marchand d'armes dans le monde ; entre une France qui se dit indépendante et que le moindre frisson du dollar fait trembler, que le moindre mouvement d'un AWACS fait voler vers le Tchad ; entre une France censée être le porte-drapeau des droits démocratiques et faisant du racisme la norme institutionnelle, expulsant ses immigrés et les réfugiés politiques... » (N°2 — **La "crise" de l'école** — Édition numérique, pp.41-42.)

« De même que les politiciens invoquent le modèle d'une démocratie pure, les économistes bourgeois ont inventé un paradis perdu, un monde d'économie pure que le capitalisme pourrait, en théorie, retrouver, pour peu que les classes et les nations coopèrent. Ce modèle unique reçoit des contenus différents selon les courants. Pour le libéral, le monde perdu est celui du Grand Marché, débarrassé des interventions de l'Etat comme de toute espèce de puissance collective. Les théoriciens du régulationnisme cherchent leur modèle du côté du capitalisme administré, façon « New Deal » ou « Trente glorieuses » à la française. De leur côté, les révisionnistes prolongent la longue tradition du « socialisme subventionné » d'un Proudhon (la « Banque du peuple » dispensant aux ouvriers et aux artisans le « crédit gratuit ») ou d'un Lasalle (les « associations productives » subventionnées par l'Etat prussien) : laissant intacte la propriété privée des moyens de production, ce programme veut éliminer les mauvais côtés du capitalisme pour faire renaître le bon capitalisme, celui d'avant les monopoles, les crises, les guerres... et les révolutions ! » (N°3 — **La démocratie et la crise** — Édition numérique, p.70.)

« **Une société en crise.** Depuis les années 70, l'économie de l'URSS (mis à part, dans une certaine mesure, le secteur militaro-industriel), comme de la plupart des autres pays révisionnistes, se caractérise par la stagnation. La plupart des objectifs du plan n'ont pu être réalisés, le rythme de l'accumulation et des investissements a fortement baissé, jusqu'à annuler tout accroissement de ceux-ci au cours de certaines des dernières années. La baisse de la norme d'accumulation, qui visait officiellement à rendre l'économie soviétique plus efficiente, a en réalité empêché tout développement extensif et même intensif de l'économie, d'où l'aggravation des déséquilibres et des déficits. D'autres phénomènes négatifs affectent également la sphère sociale, tels que le parasitisme, l'alcoolisme, la criminalité ou la toxicomanie, qui ont pris, de l'aveu officiel, de vastes proportions. L'idéologie et la morale bourgeoises se répandent, avec l'égoïsme, l'individualisme et la course au profit, tandis que les arts et la culture sont marqués par l'imitation servile de la « culture » occidentale la plus vulgaire et la plus dégénérée. Les conditions de vie de la population se sont dégradées, notamment dans le domaine du logement, des services sociaux, de la

santé ou de l'alimentation. Même l'existence de sérieuses contradictions entre les diverses nationalités qui vivent sur le territoire soviétique a pris un caractère inquiétant (les récents événements d'Arménie et d'Azerbaïdjan en portent témoignage), tandis que le chauvinisme grand-russe est propagé au grand jour, par le mouvement *Pamiat* en particulier. » (N°3 — **Les réformes économiques de Gorbatchev en URSS** — Édition numérique, p.102.)

« Aujourd'hui, en Union soviétique, l'extension du marché, c'est-à-dire du capital, a engendré les contradictions typiques du capitalisme, qui en révèlent ainsi la limite. Dans un pays ayant atteint un stade aussi élevé du développement, le capital social est une force qui ne peut qu'échapper au contrôle privé, d'où la formidable expansion de l'Etat dont la puissance est devenue colossale, d'une bureaucratie tentaculaire chargée de mettre en oeuvre les conditions générales de l'accumulation, de toute une réglementation gérant les rapports entre les groupes concurrents de la société. Mais si la richesse de la société, à ce stade, ne peut qu'échapper au contrôle privé, elle échappe tout autant à un réel contrôle social, puisqu'elle continue à être appropriée à l'échelle privée, par la minorité dominante, dans une concurrence exacerbée des individus et des capitaux. L'enjeu des rivalités et des affrontements qui divisent la bourgeoisie bureaucratique devient alors évident : le pouvoir que se disputent les différents clans au sommet de l'Etat, c'est le pouvoir de contrôler les leviers étatiques qui règlent les allocations de ressources à telle ou telle branche de l'économie, à tel ou tel trust, c'est donc le pouvoir d'accumuler du capital. Aujourd'hui, quand la concurrence au sein de cette bourgeoisie devient nécessairement plus acharnée, elle se traduit par une pression en faveur d'une plus grande liberté laissée à la circulation des capitaux, en faveur d'une élimination des entraves mises à l'accumulation du capital, et spécialement des limites à la création de capital financier. Mais, étant donné la structure spécifique de l'Union soviétique, le seul développement du marché n'aurait pu être à même de faire sauter ces verrous, d'où la nécessité de prendre des décisions définissant des nouvelles règles du jeu économique. En fait, dès les premières mesures de libéralisation promulguées, et qui suscitent déjà de graves contradictions au sein de la bourgeoisie bureaucratique, la crise politique est en germe dans le fait que, face à un problème qui ne se résume nullement à la définition d'un chiffre de croissance optimum, nul dirigeant politique n'a en réalité la possibilité et le pouvoir de définir des choix censés s'imposer à tous, mais qui consistent concrètement à arbitrer à l'avantage de tel ou tel groupe de capitaux, et donc au détriment de tel ou tel autre. L'évolution actuelle de l'URSS va précipiter la crise des partis révisionnistes, notamment dans nos pays occidentaux ; elle va constituer un nouveau facteur de dissolution de ces organisations contre-révolutionnaires. Quelle image du socialisme reste-t-il en effet à propager auprès des militants et des ouvriers qu'elles influencent encore, quand, loin de revendiquer même le perfectionnement de la démocratie, le modèle n'a plus à proposer que le développement de l'entreprise privée, la « mobilité » des travailleurs ou le Coca-cola pour chaque Soviétique. » (N°3 — **Les réformes économiques de Gorbatchev en URSS** — Édition numérique, pp.112-113.)

« Un passé auquel souscrire : c'est ainsi que le problème a été posé par un historien allemand en ce qui concerne la place à donner au national-socialisme dans l'histoire de l'Allemagne. Ce débat des révisionnistes allemands est à rapprocher de la vague d'un autre révisionnisme qui s'attaque à l'histoire de l'Union soviétique et en particulier à Staline : ici, il s'agit de l'objectif inverse puisqu'on voudrait obliger les Soviétiques à renier leur propre passé. Il faut également rapprocher ces tentatives des débats qui agitent les historiens et autres intellectuels français autour de la commémoration de la Révolution française : si cette célébration en grande pompe et nombreux discours leur permet de parler abondamment et luxueusement de la Révolution, c'est pour pouvoir mieux en fin de compte enterrer l'idéal révolutionnaire et ainsi enterrer l'avenir. Cette utilisation intense et curieusement simultanée des révisions de l'histoire joue un rôle considérable dans la lutte que les États bourgeois livrent à la classe ouvrière. Elle montre à quel point la science historique et ses professionnels se sont compromis avec le pouvoir bourgeois, et ce depuis plusieurs décennies, dans quelle misère intellectuelle ils sont tombés, et aussi combien est grande l'inquiétude de ce pouvoir et de ses soutiens. La construction officielle, « l'interprétation dominante de l'histoire », est toujours un travail politique et idéologique de légitimation de

la classe au pouvoir. Elle est l'œuvre de ces « experts en légitimation » que sont les intellectuels ralliés au pouvoir bourgeois : c'est pourquoi les « vérités » qu'ils prétendent vouloir faire découvrir et imposer peuvent dans une certaine mesure éclairer les enjeux politiques et l'état des rapports de classe actuels. L'intensification des révisions du passé apparaît comme un signe particulièrement révélateur de la crise dans laquelle la bourgeoisie s'enfoncé toujours plus aujourd'hui et des moyens qu'elle est prête à se donner pour en imposer les conséquences au monde entier. Tourner « enfin » la page de la Révolution française, se considérer comme l'héritier du pouvoir nazi, ou renier son passé révolutionnaire en Union Soviétique, tout ceci concourt au même but : briser l'idéal et la volonté révolutionnaires, casser toute révolte en salissant les victoires du passé et en même temps démontrer que « la bête immonde » est en chacun de nous. C'est en faisant de nous des peuples « a-historiques » que l'on tente aujourd'hui de nous asservir. Cette évidente tentative de dissoudre dans l'oubli les périls du passé pour conjurer ceux à venir représente du coup un bel hommage rendu au matérialisme historique. Si bourgeois et révisionnistes s'entendent pour reconstruire le passé, c'est pour éviter que l'on découvre dans le mouvement historique du mode de production capitaliste la nécessité de sa chute. Aussi, les révisions de l'histoire font-elles partie intégrante de la violence permanente qu'entretiennent capitalistes et révisionnistes pour étouffer notre conscience, au même titre que le « respect des grands équilibres » constamment évoqué pour justifier l'aggravation des inégalités. » (N°4 — **Un passé auquel souscrire : rôle et méthodes de l'histoire** — Édition numérique, p.140.)

« Dans son combat pour annihiler toute pensée historique, pour liquider l'histoire, l'idéologie bourgeoise a produit un grand nombre de conceptions, dont le fond commun est le subjectivisme, c'est-à-dire le refus de saisir l'histoire comme un objet susceptible d'une connaissance scientifique, le renoncement à toute espèce de causalité reposant sur les lois objectives qui fondent les processus sociaux. L'histoire n'est alors que le mouvement inintelligible d'une temporalité multiple, et on oublie que le temps qui passe est un processus continu qui produit dans des conditions déterminées du concret, dont le sens spécifique peut être objectivement compris. À l'origine des conceptions réactionnaires actuelles de l'histoire, on trouve très souvent les philosophes allemands du début du siècle : Dilthey, Weber, Jaspers, Simmel, Spengler, Heidegger..., dont la pensée a été introduite en France par Raymond Aron, dans son ouvrage *Introduction à la philosophie de l'histoire*, publié en 1938. Pour ces philosophies subjectivistes de l'histoire, on peut expliquer la nature mais on ne peut expliquer l'homme, car celui-ci se définit par sa seule conscience, qui est pure liberté. C'est la conscience singulière de l'homme qui s'empare du monde et lui donne sens, un sens qui ne dépend donc que de la liberté de jugement de l'individu et qui varie au gré de la subjectivité. Il ne peut donc exister de vérité objective sur les événements du passé, puisque c'est chaque individu qui construit cette vérité dans sa conscience, qui reconstruit le passé en fonction de son action présente et de ses projets d'avenir. » (N°4 — **L'histoire : un enjeu idéologique et politique** — Édition numérique, p.151.)

[Retour au sommaire](#)